

PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Direction départementale
des Territoires et de la Mer
Service Urbanisme

PPRT du Pôle Pétrochimique de Berre - Réunions techniques

Compte-rendu de la RT4.1 - 17 novembre 2016

1. Participants

Voir liste en annexe.

2. Rappel du contexte et du principe des RT

Lors de la réunion des Personnes et Organismes Associés (POA) du 19 mai, la mise en place de réunions techniques a été actée. Ces réunions techniques, divisées en 4 thèmes, ont pour but d'aborder tous les points importants du PPRT et de son futur règlement.

La RT4 abordera tous les éléments concernant les infrastructures et les usages : transports routier et ferroviaire, transports en commun, modes doux, occupation de terrains non aménagés, usages de loisirs etc.

Le règlement du PPRT peut définir des prescriptions ou des recommandations concernant les infrastructures et les usages. Le but de la RT4 est de recenser les enjeux du territoire et de proposer une rédaction du règlement.

3. Points abordés

L'ordre du jour était le suivant :

- Infrastructures, usages et PPRT : prescriptions et recommandations ;
- Infrastructures de transports (routières, ferroviaires) ;
- Transports en commun et modes de déplacement "doux" ;
- Occupations de terrains non aménagés et rassemblements organisés ;
- Infrastructures et usages de loisirs (randonnée, plaisance, pêche...).

a) Principes généraux

Pour mémoire, le PPRT ne réglementera pas l'utilisation des infrastructures et des espaces ouverts.

Par ailleurs, le PPRT et le Plan Particulier d'Intervention (PPI) ne sont ni contradictoires ni redondants : le PPI organise la gestion de crise en cas d'accident, alors que le PPRT réglemente certains usages même hors situation de crise. Leurs périmètres ne sont en outre pas identiques.

b) Infrastructures de transports

1. Transport routier

■ Recensement des enjeux

La carte des infrastructures routières présentées est relativement exhaustive. Seule la qualification de quelques axes est à revoir : le boulevard Henri Wallon et la D21f doivent être requalifiés en « liaison principale », la D21 en entrée de ville doit être requalifiée en « desserte locale ».

■ Signalisation de danger

Les PPRT prescrivent généralement la mise en place d'une signalisation verticale de danger, dont la responsabilité incombe aux gestionnaires de ces voies. Cependant, cette signalisation peut être source de ralentissements et/ou d'anxiété. Les partenaires présents proposent que cette signalisation ne soit prescrite dans le PPRT qu'en zone de cinétique rapide.

Il est suggéré une information aux sociétés de transport routier transitant dans la zone. Cette proposition n'est pas retenue pour le PPRT de Berre en raison de sa complexité et de son efficacité limitée.

En ce qui concerne la signalisation de danger aux abords du site pétrochimique, une signalisation spécifique sur la conduite à tenir pourra être mise en place, ou une information spécifique pourra être prévue dans les éléments contractuels de la plateforme.

■ Stationnement

Suite aux échanges entre les partenaires, il est proposé une interdiction du stationnement sur la voie publique pour tout type de véhicule dans les futures zones rouges du PPRT. Des exceptions devront être prévues pour les véhicules autorisés, mais ces exceptions doivent être régies par des arrêtés municipaux et non par le PPRT.

En ce qui concerne l'avenue Pierre Séward, une partie de la voirie appartient à l'exploitant et non à la puissance publique. Il lui appartient donc de restreindre le stationnement pour cette zone située en rouge dans le futur PPRT. Des recommandations seront donc faites pour les terrains hors voie publique en zones rouges (les prescriptions ne relèvent que du pouvoir de police du maire).

Par ailleurs, il est également proposé d'interdire le stationnement des caravanes et des camping-cars sur la voie publique dans l'ensemble du périmètre d'exposition aux risques.

■ Circulation

La gare n'étant plus en service, la route la desservant (à partir du passage sous la voie ferrée) n'a d'utilité que pour le personnel SNCF. Cependant, elle est utilisée comme zone d'entraînement par des auto-écoles, malgré des rappels faits par la police municipale.

Seules les portions au nord du site pétrochimique, jusqu'à la voie ferrée, et dans la continuité du chemin de la croix-rouge, sont nécessaires pour la desserte de la zone.

La circulation devra donc être limitée sur la portion allant de la gare à l'intersection près du passage sous la voie ferrée, par tout moyen laissé à l'appréciation de la mairie, qui interroge la police municipale à ce sujet.

Une signalisation de limitation de hauteur (passage inférieur sous les voies de chemin de fer) devra être mise en place, les poids-lourds ne pouvant faire demi-tour à l'heure actuelle qu'aux abords de la gare.

Les portions laissées libres à la circulation devront être limitées au trafic de desserte locale.

■ Transport de matières dangereuses

Une interdiction du stationnement des véhicules de transport de matières dangereuses (TMD) est proposée dans toutes les zones rouges.

A priori le stationnement des TMD en bleu ne sera pas interdit car il y a peu de trafic, sous réserve d'une vérification par la DREAL d'éventuels effets domino.

2. Transport ferroviaire

Des données de trafic avaient été communiquées par la SNCF à la DDTM en mars 2015, montrant un important trafic sur la ligne (environ 100 trains par jour tous types confondus). SNCF Réseau communiquera de nouvelles données de trafic actualisées.

La gare est actuellement fermée et aucun projet de réouverture n'existe. En ce qui concerne la voie ferrée, seuls des travaux de maintenance sont prévus, sans augmentation de trafic.

Pour les bâtiments, la SNCF n'a pas de projet d'extension ou de création. Il est donc proposé de ne pas autoriser en zone rouge les constructions en accord avec le règlement général de la zone rouge¹ (sauf activités sans fréquentation permanente), sans dérogation pour les bâtiments ferroviaires.

Des recommandations seront faites dans le PPRT pour n'utiliser les voies ferrées pour la rétention de trains (incidents, régulation du trafic) dans le périmètre du PPRT qu'à défaut d'autre option possible.

c) *Transports en commun et modes « doux »*

Nota : les enjeux liés à la voie ferrée ayant été évoqués au point précédent, celui-ci ne concerne que les transports en commun « routiers », ainsi que les modes de déplacement « doux ».

1. Recensement des enjeux

Plusieurs lignes de transports en commun par car et bus existent dans ou à proximité du périmètre d'exposition aux risques. Le recensement présenté en séance étant assez ancien, la commune de Berre doit se mettre en relation avec les services ad hoc pour proposer une mise à jour des lignes et des arrêts concernés, et communiquer aux POA des données de fréquentation si celles-ci sont disponibles.

Certaines lignes de bus semblent desservir le pôle pétrochimique par la D21f, entrée « Aubette ». L'exploitant indiquera aux partenaires la fréquentation de ces lignes par ses employés et sous-traitants pour définir le besoin d'une desserte en transport en commun dans cette zone.

En ce qui concerne les modes de déplacement « doux », aucune piste cyclable n'existe à l'heure actuelle dans le périmètre d'exposition aux risques. Le seul aménagement est un accotement multifonctionnel présent sur la D21 en entrée de ville.

2. Règlement

Les règlements PPRT prescrivent généralement l'interdiction de délimiter de nouveaux arrêts dans le PER, et le déplacement de ceux qui existent.

Au vu de l'étendue du PER et de la fréquentation, il est proposé les mesures suivantes dans le règlement :

- Pas de nouveaux arrêts de bus ;
- Les arrêts existants en zone bleue peuvent être déplacés, dans une zone d'aléa équivalent ou moindre ;

¹ Pour mémoire, en zone rouge la rédaction du règlement est du type « tout est interdit sauf les projets autorisés explicitement cités ». Dans cette zone, peu de constructions sont autorisées : bâtiments sans fréquentation permanente, liés à l'industrie à l'origine du risque...

- Les arrêts devront en priorité être de type « sucette » sans élément vitré.

Par ailleurs la mairie étudie la possibilité de déplacer dans une zone d'aléa moindre les arrêts situés en aléa fort à très fort plus, la rédaction du règlement sur ce point sera stabilisée lors de la prochaine réunion technique.

d) Occupations de terrains non aménagés et rassemblements organisés et infrastructures et usages de loisirs (randonnée, plaisance, pêche...).

Pour mémoire, aucune prescription ne peut être édictée par le PPRT sur ces terrains, seules des recommandations peuvent être faites.

1. Recensement des enjeux

Le recensement des enjeux « espaces ouverts » présenté semble être à jour. Une partie de l'aire « jardins de cabrianne » paraît être en zone rouge. La commune et la DDTM doivent clarifier ce point.

Le parc Henri Fabre accueille beaucoup de manifestations mais généralement de faible ampleur, à l'exception du feu d'artifice du 14 juillet qui attire beaucoup de spectateurs. Des manifestations du type rassemblements cyclistes ou pédestres sont à prévoir.

L'activité de pêche sur le littoral dans le PER est marginale et il n'y a pas de mouillage de bateaux.

2. Règlement

La règle générale est l'information du public et la limitation des nouveaux enjeux. En ce qui concerne la signalisation de danger, la commune indique qu'une information est déjà obligatoire et qu'une information supplémentaire n'est pas nécessaire.

Il est cependant proposé de limiter l'accès aux zones rouges du PPRT au sud du stade de Gordes, notamment pas des mesures physiques de blocage d'accès, et d'interdire la délimitation de nouveaux espaces publics dans le PER.

Il sera également recommandé de ne pas organiser de manifestations accueillant du public, en particulier s'il est attendu nombreux, et dans le cas de courses, d'installer les départs et arrivées en dehors du PER.

Enfin, la délimitation de nouveaux sentiers de randonnée sera interdite, ainsi que tout aménagement pouvant générer l'accueil d'un public supplémentaire.

4. Propositions de mesures

- Une signalisation de danger devra être mise en place en zone de cinétique rapide pour les infrastructures routières ;
- La signalisation, la circulation et le stationnement aux abords du pôle pétrochimique seront régulés dans les documents contractuels de la plateforme ;
- Le stationnement de tous les véhicules sur la voie publique sera interdit dans le PPRT dans les zones rouges ;
- Le stationnement sur la portion de l'avenue Pierre Séward appartenant à l'exploitant devra être interdit par ce dernier ;
- Le stationnement des caravanes et des camping-cars sera interdit dans l'ensemble du périmètre d'exposition aux risques ;
- Le stationnement des TMD ne sera interdit qu'en zone rouge (cas général des véhicules à moteur) sous réserve de validation par la DREAL de l'absence d'effets domino dans les autres zones ;

- La circulation sur le chemin de la croix-rouge et la voie desservant la gare au nord du site pétrochimique sera limitée à la seule desserte locale, avec mise en place d'un signallement de hauteur limitée pour le passage sous la voie ferrée ;
- La circulation sur la voie d'accès à la gare dans la portion comprise entre la gare et l'intersection à proximité du passage sous les voies ferrées devra être limité par tout moyen jugé approprié par la commune ;
- La construction de bâtiments ferroviaires en zone rouge ne sera pas autorisée ;
- Le PPRT recommandera de ne pas utiliser les voies ferrées situées dans le périmètre d'exposition aux risques pour retenir des trains ;
- La création de nouveaux arrêts de bus sera interdite ;
- Les arrêts de bus existants situés en zone bleue pourront être déplacés, dans une zone d'aléa équivalent ou moindre ;
- Les arrêts de bus devront en priorité être de type « sucette » sans élément vitré ;
- L'accès aux zones rouges du PPRT au sud du stade de Gordes sera interdit, étant rappelé que la commune de Berre l'Etang étudie la faisabilité d'une fermeture complète du site sportif de Gordes et la délocalisation des activités de pratiques du football, du jeu de boules et du tir à l'arc ;
- La délimitation de nouveaux espaces publics sera proscrite dans le PER ;
- Le PPRT recommandera de ne pas organiser de manifestations accueillant du public ;
- La délimitation de nouveaux sentiers de randonnée sera interdite, ainsi que tout aménagement pouvant générer l'accueil d'un public supplémentaire.

5. Calendrier

La prochaine réunion technique 4 aura lieu au printemps 2017.